

l'Anticapitaliste

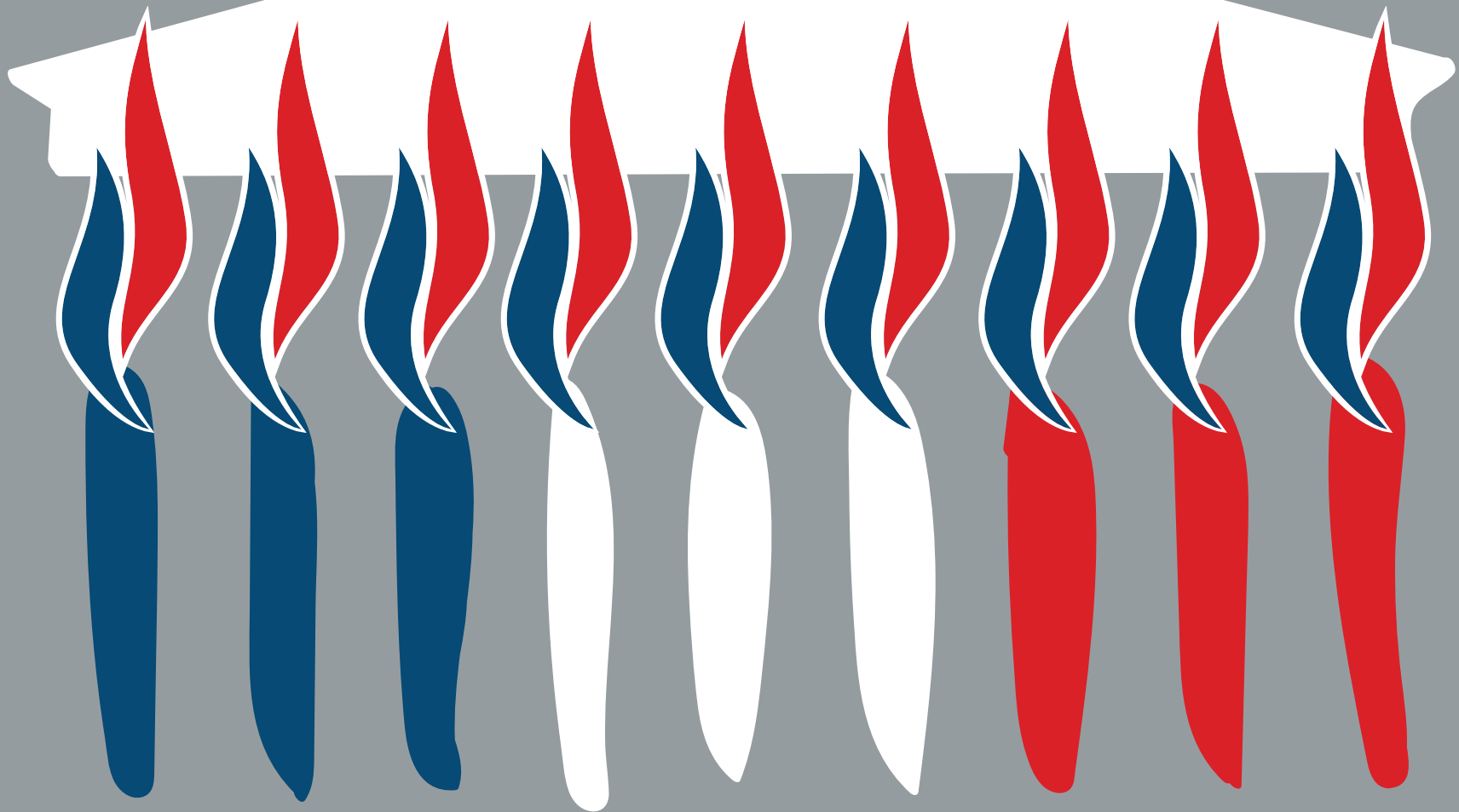
n°774 | 6 novembre 2025 | 1,50 €

l'hebdomadaire du NPA ~ L'ANTICAPITALISTE

ALGÉRIE

MIGRANT·E·S

ISLAMOPHOBIE



**NE LAISSONS
PAS LE RN
FAIRE LA LOI!**

ZOOM

Gaza. Le
29 novembre en
ligne de mire

Page 3

INTERNATIONAL

USA. Trump prive les
pauvres de nourriture
pendant la crise budgétaire

Page 4

ARGUMENTS

Pollutions, santé,
climat... L'urgence
écologique!

Page 5

CHAMP LIBRE

Entretien avec Laurent Lévy
sur « la stratégie "euro-
communiste" du PCF »

Page 8

Édito

Massacre policier à Rio

Par AMEL

Officiellement, 132 morts. En réalité, sûrement plus. Des hommes exécutés dans les rues, des corps en sous-vêtements, jetés à même le sol sous les cris des familles. C'est un massacre. Un exemple sinistre de ce qui nous attend partout où les fascistes sont aux commandes. Le 28 octobre à Rio de Janeiro, 2500 policiers armés jusqu'aux dents ont déferlé sur deux favelas sous prétexte de « lutte contre le narcotrafic ». Bilan : l'opération la plus meurtrière de l'histoire du Brésil. Une démonstration de pure violence sociale. Car dans ces quartiers, on ne cible pas « la drogue », on cible les pauvres. Les BOPE (Batalhão de Operações Policiais Especiais), les unités d'élite au logo de tête de mort, ont agi comme en terrain ennemi. Mais les « ennemis », ce sont des enfants, des travailleurEs, des familles. La police brésilienne est la plus meurtrière du monde : 17 morts par jour. Et les crimes sont couverts par un pouvoir local aux mains de l'extrême droite. Cláudio Castro, gouverneur bolsonariste de Rio, utilise la violence comme outil politique. À São Paulo, même scénario : des policiers jettent un homme d'un pont, un enfant de 4 ans est abattu. Et rien. L'impunité est totale. Pourquoi ? Parce que ces mortEs sont noirEs, pauvres, invisibles. L'État brésilien n'a jamais dépassé ses fondations coloniales. Il protège les riches, les blancs, les milices, pas le peuple. Il tue pour « nettoyer » les rues, comme avant les Jeux olympiques. Il massacre pour montrer qui commande. C'est un système. Un capitalisme autoritaire, raciste, militarisé. Et ce système tue. Alors notre solidarité doit être totale avec celles et ceux qui luttent, là-bas, dans les favelas, dans les rues, face aux tanks, face aux balles. Au Brésil, c'est la guerre sociale, et ce sont les pauvres qui tombent.

Demandez aux militantEs du NPA notre brochure



Bien dit

L'horloge des droites extrêmes (RN et LR) s'est arrêtée en 1962

FABRICE RICEPUTI, l'historien qui a publié en 2024 *Le Pen et la torture. Alger 1957, l'histoire contre l'oubli*, réagit sur les réseaux sociaux au vote par l'Assemblée nationale de la résolution RN demandant la dénonciation de l'accord franco-algérien de 1968.

Ne laissons pas le RN faire la loi !

Au centre des débats parlementaires, en raison du pourrissement institutionnel organisé par Macron, le RN fait déjà la loi. Pour le moment au sens figuré de l'expression, par son rôle décisif dans l'avenir du gouvernement et par l'adoption de pans entiers de sa ligne par une grande partie du spectre politique.

Mais, pas à pas, tous les verrous sautent, et on se rapproche du moment où le RN ferait la loi au sens propre, ses propositions étant désormais parfois adoptées par le Parlement. Il y a urgence à un sursaut antifasciste — et donc antiraciste.

Un très grave précédent sur l'Algérie

Le 30 octobre, lors de sa niche parlementaire, le Rassemblement national a réussi à faire adopter une résolution demandant la dénonciation de l'accord franco-algérien de 1968, qui régit le droit de séjour des AlgérienNEs en France. Ce vote est symbolique : seuls l'exécutif et un accord avec l'Algérie pourraient réellement modifier ce texte. Mais il constitue un précédent politique majeur : c'est la première fois qu'une proposition du RN est adoptée à l'Assemblée. La résolution est passée à une voix près, grâce aux votes des députéEs Horizons et LR, et à l'absence de nombreux députéEs, en particulier macronistes. L'union des droites existe déjà dans les idées ; elle se matérialise à l'Assemblée. Il n'est pas étonnant que cette première se fasse sur la question algérienne, objet d'une nostalgie coloniale largement partagée à droite. Marine Le Pen s'en gargarise : « Ce n'est pas un tournant, c'est une marche ». Ce vote constitue une étape supplémentaire dans la normalisation du RN.

L'islamophobie comme ciment

Il n'est pas étonnant non plus que le ralliement de la droite

traditionnelle à l'extrême droite se fasse sur fond d'islamophobie. Ainsi, une proposition de loi RN, contraignante cette fois, a déjà été adoptée par le Sénat et par la commission des affaires culturelles de l'Assemblée nationale. Elle n'a pas été examinée lors de la dernière niche RN, faute de temps. Elle vise à élargir l'interdiction des signes religieux aux activités hors de l'école, y compris pendant les voyages scolaires, même en dehors du temps scolaire. Elle reviendra, n'en doutons pas. Avant d'autres propositions limitant toujours davantage les libertés des musulmanEs.

Offensive raciste contre le droit à la santé

Mais l'agenda politique raciste est également porté par le

gouvernement lui-même, notamment sur la question des droits des migrantEs. L'extrême droite et la droite extrême ont fait de l'AME (Aide médicale d'État) leur cheval de bataille. Le gouvernement n'est pas en reste et ressort un vieux projet visant à imposer, par décret, une nouvelle condition pour bénéficier de cette couverture minimale : la fourniture d'un document d'identité avec photo. Le pouvoir sait très bien que la plupart des bénéficiaires ne seront pas en mesure de présenter un tel document. Il s'agit en réalité d'une restriction drastique du droit à l'AME. On en connaît les effets : augmentation des passages aux urgences devenues la seule forme d'accès aux soins, retards de prise en charge, hausse de la mortalité



des sans-papiers, effets négatifs sur la santé publique. Et lors de l'étude du budget de la Sécurité sociale en commission, les députéEs ont voté, à l'initiative de LR, la disparition du titre de séjour pour soins, qui permettait à une personne étrangère résidant en France et atteinte d'une maladie grave de recevoir un traitement. Ce droit est déjà extrêmement limité — le nombre de maladies éligibles étant très faible et les préfectures décidant la plupart du temps que les pays d'origine peuvent les prendre en charge, même quand cela n'a aucune vraisemblance.

Pour un sursaut antifasciste et antiraciste

La fascisation suit une double pente : l'alignement du spectre politique sur l'extrême droite et l'accession au pouvoir de son parti officiel. La lucidité sur la porosité entre la droite et l'extrême droite, et plus largement sur le partage des positions racistes et autoritaires, ne doit pas faire oublier l'autre pan d'une orientation antifasciste conséquente : le RN n'est pas un parti comme un autre. **Olivier Lek Lafferrière**

Acturama



Manifestation de solidarité avec le Soudan le 1^{er} novembre 2025 à Paris. Alors que la population d'El-Fasher vit un cauchemar, le rôle des Émirats arabes unis dans les massacres de masse est de plus en plus reconnu. Mais la responsabilité occidentale est elle aussi patente : les États-Unis, la Grande-Bretagne et l'Union européenne défendent leurs intérêts et leur allié régional sur les dos des populations. L'impérialisme, c'est la barbarie. **PHOTOS : CYBÈLE D.**

GAZA Le 29 novembre en ligne de mire

Alors que l'hiver arrive, Gaza, qui croule sous les débris, est laissée sans abris, sans nourriture et sans carburant. Israël poursuit sa destruction de toute la société palestinienne. Faire de la manifestation nationale unitaire pour la Palestine du 29 novembre une mobilisation de masse doit être notre priorité.

La situation à Gaza reste préoccupante même sous « cessez-le-feu ». Un cessez-le-feu tellement bafoué qu'il n'en a plus que le nom. En effet, Israël a commis près de 200 violations depuis le 10 octobre, date de sa mise en place, et depuis plusieurs centaines de personnes ont été tuées.

Les conditions de vie s'aggravent

L'hiver approche et les conditions de vie s'aggravent drastiquement : l'accord de cessez-le-feu prévoyait la fourniture de plus de 300 000 tentes et abris mobiles pour héberger des centaines de milliers de familles palestiniennes. Presque toutes les habitations de Gaza ont été détruites, ces tentes sont donc une nécessité vitale. Mais évidemment, Israël n'a pas respecté cet engagement non plus. La livraison des abris, comme celle des produits de première nécessité, se fait au compte-gouttes. Entre le début du cessez-le-feu et la fin octobre, seuls 3 203 camions sur les 13 200 prévus sont entrés dans la bande de Gaza. Ce qui fait que, chaque jour, seuls 145 camions commerciaux et humanitaires en moyenne sont entrés, au lieu des 600 camions par jour.

Gaza est un amas de débris

Israël bloque toujours les denrées alimentaires essentielles, les médicaments, les engins lourds d'excavation pour permettre le déblaiement, et bien sûr le carburant pour les chauffages et les machines. Ils sont pourtant nécessaires : Gaza est une pile de débris, près de 90 % des habitations sont détruites ou endommagées. Une grande partie des infrastructures de Gaza, notamment les maisons, les écoles, les universités, les mosquées, les églises, les espaces publics et les centres de santé, ont été réduites à ruines. La quantité de débris qui recouvre le territoire correspond à 60 millions de tonnes. Même avec toutes les machines disponibles, il faudra plusieurs décennies pour tout déblayer.

Israël bombarde, contrôle et occupe

Comme nous l'avons indiqué depuis plusieurs semaines, Israël n'a jamais eu l'intention d'honorer un quelconque cessez-le-feu, juste gagner du temps pour le redéploiement et le réarmement. Les prétextes sont faciles à trouver. Du coup, Israël continue de bombarder et ne respecte pas l'accord qu'il a signé.



Notamment, un des autres aspects de l'accord « Trump », le retrait de l'armée de Gaza. Pour l'instant, toute la partie Est de Gaza est contrôlée par Israël. Plus de la moitié, avec notamment les terres agricoles, se trouve derrière « la ligne jaune » ; Israël contrôle également les points d'entrée, notamment Rafah au sud. De la même manière, l'accord prévoit une force d'interposition de pays dits musulmans — la Turquie en tête. Mais Israël ne veut absolument pas de soldats turcs à Gaza. Netanyahu a répété que cela n'arriverait pas et a proposé que les forces d'interposition viennent d'Azerbaïdjan ! Quoi qu'il en soit, les termes de l'accord Trump vont résulter d'un rapport de forces qui va se jouer internationalement.

Mobilisons-nous pour la survie de la société palestinienne

Ce rapport de forces doit continuer, car la tendance fasciste israélienne est à l'accélération et cela ne concerne pas que Gaza. À titre d'exemple, une proposition de loi qui permettrait aux tribunaux israéliens d'imposer la peine de mort aux Palestiniens



reconnus coupables d'avoir tué des Israéliens pour des « motifs nationalistes » va être proposée à la Knesset cette semaine. Cette législation ne s'applique pas aux Israéliens qui tuent des Palestiniens dans des circonstances similaires. Les prisonniers palestiniens sont un enjeu crucial. Depuis octobre 2023, Israël a arbitrairement arrêté des milliers de Palestiniens dans la bande de Gaza et en Cisjordanie occupée. Au moins 10 000 personnes sont actuellement détenues dans les prisons

israéliennes et ce chiffre est probablement sous-estimé. Ces prisonniers sont soumis à des mauvais traitements, tortures, viols, détention sans date de libération, etc.

La pression doit continuer pour soutenir le peuple palestinien. Pas seulement pour Gaza, mais pour la survie de la société palestinienne dans son ensemble. Les actions de boycott, de blocages d'envois d'armements, les manifestations doivent continuer. La possibilité d'une grande manifestation de masse se profile pour le 29 novembre à Paris. Cette date doit être notre ligne de mire pour la solidarité avec la Palestine.

Édouard Soulier



KANAK L'Assemblée nationale vote le report des élections

Le 28 octobre 2025, l'Assemblée nationale a adopté le report des élections provinciales en Nouvelle-Calédonie, initialement prévues en novembre.

Cette décision intervient malgré l'opposition des indépendantistes et du FLNKS (Front de libération nationale kanak et socialiste), qui dénoncent un nouveau recul dans le processus de décolonisation et une remise en cause du droit à l'autodétermination du peuple kanak.

L'autodétermination kanak remise en question

La Nouvelle-Calédonie bénéficie depuis 1998 d'un cadre politique issu des accords de Nouméa, qui ont ouvert la voie à un transfert progressif des compétences et à un processus d'autodétermination. Ces accords prévoyaient notamment la tenue d'élections provinciales régulières et le gel du corps électoral, afin de garan-

tir que le peuple kanak puisse s'exprimer sur son avenir. Ce cadre a permis jusqu'ici un équilibre fragile entre loyalistes et indépendantistes, garantissant que la souveraineté du peuple kanak ne soit pas remise en cause par des modifications unilatérales du corps électoral ou du calendrier électoral. Le report des élections fragilise cet équilibre et constitue, selon le FLNKS, un véritable recul historique (lire l'adresse de Christian Tein aux députés publiée sur le site de l'Anticapitaliste).

La politique néocoloniale de l'État français

Le projet de loi voté à l'Assemblée prévoit de repousser les élections provinciales à juin 2026. Officiellement, le gouvernement

invoque la nécessité de « préserver la paix civile » et de préparer de nouvelles discussions autour du projet de Bougival. Pour le FLNKS, ces justifications sont fallacieuses. Le report, voté avec le soutien du Parti socialiste, constitue une trahison flagrante des engagements démocratiques : alors que les indépendantistes réclament la tenue des élections aux dates prévues, le PS s'aligne sur la majorité présidentielle pour prolonger la tutelle française et maintenir la mainmise sur Kanaky. Ce vote illustre la persistance d'un néocolonialisme institutionnel, qui privilégie les intérêts de l'État français au détriment du droit fondamental des Kanak à décider de leur avenir.

Pour en finir avec le temps des colonies

Maintenir les élections et respecter le corps électoral gelé est essentiel pour garantir l'expression du peuple kanak et la continuité du processus de décolonisation. Tout report ou modification unilatérale compromet l'avenir politique et institutionnel de la Kanaky et renforce l'emprise coloniale. Le FLNKS appelle à une mobilisation politique et citoyenne pour que le peuple kanak puisse exercer son droit à l'autodétermination et bâtir sa souveraineté pleine et entière. En finir avec le colonialisme français n'est pas une option, mais une nécessité historique et démocratique pour l'avenir de la Kanaky.

Radu Varl

No comment

912 personnes sont mortes de la rue en 2024

+ 16 % en un an, une hausse continue depuis 20 ans. Le collectif Les morts de la rue dénonce un scandale sanitaire et social qui s'aggrave. Il y a urgence à faire passer les besoins humains avant les profits.

Agenda

Jeudi 6 novembre, meeting « Kanaky libre(s) », avec Christian Tein et six prisonniers politiques kanak, Paris (75). À 19h à la Bourse du travail, 29 bd du Temple, 75011 Paris, métro République.

Jeudi 6 novembre, conférence « Le racisme en France et l'impossibilité de l'empathie: la Palestine comme miroir du colonial », Paris (75). Avec Samah Karachi et Rachele Borghi, à 19h au Wrong side, 12, avenue de la Porte de Montmartre, 75018 Paris.

Samedi 8 novembre, Trente ans du mouvement de novembre-décembre 1995, Paris (75). Tables rondes, rencontres, échanges, expositions... À 9h30 au Point Éphémère, 200 quai de Valmy, 75010 Paris.

7/8 novembre, Universités de l'Assemblée des quartiers, Pantin (93). À partir de 17h30 le vendredi et dès 11h le samedi, salle Jacques-Brel, 42, avenue Édouard Vaillant à Pantin.

8/9 novembre, mobilisation antifasciste contre la marche « Des tours et des lys », Tours (37). **Samedi 8 novembre, conférence de lutte populaire contre l'extrême droite** à 13h30 au centre de Vie du Sanitas. **Le 8 ou le 9 novembre, manifestation contre la Marche aux Flambeaux de Des tours et des lys**, Place Anatole France.

Dimanche 9 novembre, manifestation en solidarité avec la Palestine, Paris (75). À 14h, place de la République.

Jeudi 13 novembre, colloque « La Palestine et l'Europe: poids du passé et dynamiques contemporaines », Paris (75). À partir de 8h30 au Collège de France, Amphithéâtre Marguerite de Navarre, 11 place Marcellin-Berthelot.

Jeudi 13 novembre, réunion publique « Contre l'austérité, Macron et l'extrême droite, unissons-nous ! » avec Aurore Koechlin, Orléans (45). À 19h, salle du complexe de l'Étuvée, 4 rue Georges-Landré.

Jeudi 13 novembre, soirée ciné-débat « Occupations, au cœur du soulèvement étudiant », Saint-Étienne (42). À 20h30 au Méliès: projection du film *Occupations*, et débat en présence de Sam Leter (Decolonial film festival).



Plus d'articles, plus d'actus, des vidéos, des analyses et des émissions sur

l'Anticapitaliste.org

l'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction :
redaction@npa2009.org

Diffusion :
diffusion@lanticapitaliste.org

Administration :
2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN :
2269-3696

Commission paritaire :
1225-C-93922

Société éditrice :
Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication. SARL au capital de 3500 € (durée 60 ans).

Tirage :
1800 exemplaires

Directrice de publication :
Penelope Duggan

Secrétaire de rédaction :
Olivier Lek Lafferrière

Maquette :
Ambre Bragard

Impression :
Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél. : 01 48 70 42 21
Mail: rotoimp@wanadoo.fr



CAMEROUN Une vraie répression pour une fausse élection



Paul Biya en 2022. WIKIMEDIA COMMONS

De nouveau, une mascarade électorale accompagnée d'une répression brutale s'est déroulée dans ce pays où Biya s'apprête à effectuer son huitième mandat.

Après le vote du 12 octobre, il aura fallu deux semaines pour que le Conseil constitutionnel proclame, sans surprise, la victoire électorale de Paul Biya avec un score de 53,66 % des suffrages contre 35,19 % pour son challenger Issa Tchiroma Bakary.

Biya isolé

Un résultat peu crédible. D'abord, les PV des bureaux de vote qui ont fuité sur les réseaux sociaux indiquent que Bakary a largement devancé le président sortant. Ensuite, les résultats dans la zone anglophone du pays, en proie à des affrontements récurrents avec les séparatistes, affichent une augmentation de la participation de plus de 37 %, avec un score de 80 % pour Biya dans une région qui lui est notoirement hostile. Enfin, la candidature de deux de ses ministres, Bello Bouba Maïgari et Issa Tchiroma Bakary, solidement implantés dans les régions du Nord, densément peuplées, montre qu'il y a bien eu une inversion des résultats.

Cet effritement dans le camp présidentiel révèle un président largement isolé. À tel point que l'Église catholique camerounaise a haussé le ton critiquant une politique d'exclusion ethnique et de détournement des ressources. Au sein même de son clan, certainEs étaient circonspectEs quant à la capacité de Biya, à l'âge de 92 ans, de mener une campagne électorale. D'ailleurs, il n'a tenu qu'un seul meeting, lisant pendant vingt minutes, d'une voix monocorde, un discours creux.

Le ras-le-bol de la population

Le pouvoir pensait être sorti d'affaire en écartant, sur des arguties juridiques, Maurice Kamto, principal opposant, qui avait de toute évidence remporté l'élection présidentielle de 2018. C'était sans compter sur le succès inattendu d'Issa Tchiroma Bakary, qui a démissionné du gouvernement quatre mois avant l'échéance électorale.

On peut légitimement se demander comment un politicien qui a réprimé l'opposition peut subitement passer dans le camp adverse. Bien que, lors de ses premiers meetings, Bakary ait demandé pardon pour ses actions passées, l'hypothèse est que les Camerounais se sont emparés de sa candidature, jugée la plus crédible, pour mettre à bas Biya. Au pouvoir depuis 43 ans, il règne sans partage, s'appuyant sur un personnel politique vieillissant, à tel point que la rue camerounaise parle de « d'État Ehpad ».

Au-delà de l'âge, son bilan social et économique est désastreux. Alors que Biya passe l'essentiel de l'année à l'hôtel Mandarin de Genève, dont la moindre suite coûte la bagatelle de 3500 euros par nuit, la pauvreté au Cameroun a progressé de 66 % depuis 2000, touchant près de 10 millions de personnes. Les autorités tentent de rejouer le scénario de 2018. Une coercition s'abat sur les contestataires : la résidence de Bakary a été prise d'assaut. Certains leaders politiques appartenant à la coalition de l'opposant se trouvent derrière les barreaux, accusés de fomenter une insurrection.

Biya joue la seule carte à sa disposition pour prolonger son pouvoir décrépi : celle de la répression féroce contre les populations.

Paul Martial

ÉTATS-UNIS Trump prive les pauvres de nourriture pendant la crise budgétaire

Donald Trump a profité de la crise budgétaire, qui dure depuis plus d'un mois et a entraîné la fermeture (shutdown) du gouvernement fédéral, pour mettre fin au financement de programmes d'aide sociale qui fournissent nourriture et éducation à des dizaines de millions de personnes à faibles revenus.

Les républicains et les démocrates du Congrès n'ont pas réussi à s'entendre sur le budget fédéral, principalement parce que les démocrates refusent de voter un nouveau budget sans garantie que l'Affordable Care Act (ACA), qui fournit une couverture d'assurance maladie à 44 millions d'AméricainEs, soit maintenu.

Augmentation vertigineuse des assurances

La période de souscription des contrats d'assurance ACA a débuté le 1^{er} novembre, mais beaucoup ont été choquéEs de constater que leurs montants avaient augmenté, parfois de manière astronomique. Une personne seule gagnant 32 000 dollars par an qui payait 58 dollars par mois devra désormais payer environ 180 dollars, soit une augmentation de 1 468 dollars par an. De même, une famille de quatre personnes gagnant 66 000 dollars par an pourrait voir sa cotisation passer d'environ 121 dollars à 373 dollars par mois, soit une augmentation d'environ 3 025 dollars par an.

Afin de protéger leurs électeurs contre cette augmentation des coûts, les démocrates ont refusé de voter le budget, ce qui a entraîné le shutdown, la « fermeture du gouvernement ». Trump en a profité pour continuer à financer les programmes qui lui plaisent, tels que l'armée et l'Immigration and Customs Enforcement (ICE), tout en supprimant d'autres programmes.

Définancement de l'aide alimentaire

Trump a ainsi supprimé les fonds destinés au programme d'aide alimentaire



supplémentaire (SNAP), connu sous le nom de « coupons alimentaires », qui fournit de la nourriture à 42 millions de personnes à faibles revenus ou sans revenus, soit 12,5 % de la population américaine. La plupart sont des enfants, des personnes âgées ou des personnes handicapées. Aux États-Unis, la pauvreté et les inégalités économiques sont endémiques. Rien qu'à New York, on compte 100 000 enfants issus de familles sans abri.

Le programme distribue plus de 90 milliards de dollars par an, soit environ 10 % de toutes les dépenses alimentaires, ce qui profite

donc aux magasins d'alimentation. Dans certains quartiers, les clients des magasins familiaux peuvent être pour 75 à 90 % des bénéficiaires de coupons alimentaires. Le programme SNAP subventionne également les agriculteurs et profite donc aux communautés rurales.

Les juges fédéraux ont ordonné à Trump de financer le SNAP en utilisant le fonds de réserve de six milliards de dollars, mais Trump a repoussé cette demande.

Définancement de l'éducation

Trump a également cessé de financer environ 10 % du programme Head Start, un programme d'éducation préscolaire qui s'adresse à 750 000 enfants issus de familles à faibles revenus. Head Start fournit également de la nourriture et des services de santé à ces enfants.

Le premier programme américain de coupons alimentaires a été mis en place en 1939 sous la présidence du démocrate Franklin D. Roosevelt, et le programme actuel a débuté en 1964, sous la présidence du démocrate Lyndon B. Johnson. Le programme Head Start a été créé par le président Johnson en 1965. Ces programmes ont été créés par les démocrates, mais bon nombre de leurs bénéficiaires sont républicains, et les coupes budgétaires de Trump leur porteront également préjudice.

Beaucoup de celles et ceux qui ont défilé le 18 octobre lors des manifestations No Kings organisées dans 2 700 villes et villages et rassemblant sept millions de manifestants brandissaient des pancartes critiquant l'attaque de Trump contre les travailleurEs et les pauvres. Et ce mois-ci, il y aura des élections pour les gouverneurs et les législateurs des États, ainsi que six élections spéciales au Congrès pour remplacer les représentants qui ont démissionné ou sont décédés. Nous verrons comment le dernier acte de cruauté de Trump affectera ces élections.

Dan La Botz, traduction d'Henri Wilno

SERBIE Le soulèvement après l'effondrement

Un an après l'effondrement de l'auvent de la gare de Novi Sad, qui a tué 16 personnes, le paysage politique serbe a été radicalement bouleversé par un mouvement social étudiant d'une intensité que le pays n'avait pas connue depuis des décennies. Une délégation de la 4^e Internationale, composée de camarades de la GA (Gauche anticapitaliste, Belgique) et du NPA-A (Nouveau Parti Anticapitaliste, France), s'est rendue à la rencontre de militantEs politiques, syndicaux, associatifs et étudiants, pour y construire avec elleux des liens de solidarité et rapporter leur parole dans nos pays.

Violence, corruption, népotisme, nationalisme : ces mots ne suffiraient probablement pas à caractériser le régime policier du président serbe, Aleksandar Vučić, à la tête du pays depuis 2012. Son emprise sur les institutions et le patrimoine foncier du pays est tentaculaire. Pour obtenir un emploi de base dans bien des secteurs, ou même un simple logement, il est vivement recommandé de prendre sa carte au parti du pouvoir, le SNS (Parti progressiste serbe), et de participer à ses meetings propagandistes. Beaucoup de Serbes se considèrent « sous occupation ». Et elleux ne parlent pas seulement des ingérences impérialistes venant de l'Est comme de l'Ouest, qui ferment les yeux sur la réalité du régime.

Les étudiantEs, moteur de la résistance au régime

La catastrophe de Novi Sad, symptôme d'une corruption qui a dévasté l'infrastructure économique du pays, a agi comme un détonateur. Le corps enseignant, dépassant son corporatisme traditionnel, a initié un mouvement de grève. Il a été très vite rejoint, et massivement, par des étudiantEs des quatre coins du pays. OrganiséEs en assemblées qui appliquent des pratiques démocratiques strictes, ils et elles mettent sur pied de longues marches à travers tout le pays. De village en village, ils et elles sont accueilliEs par les habitantEs comme des héros. La majorité de la population a soutenu avec enthousiasme le mouvement de celles et ceux qu'elle appelle « nos enfants ».

L'un des symboles les plus marquants et émouvants a été la rencontre des étudiantEs de Novi Pazar, ville à majorité musulmane et bosniaque, avec les étudiantEs du reste du pays : une scène d'une force symbolique incroyable dans cette région d'Europe hantée par une guerre civile génocidaire. « C'est la première fois que je me suis senti citoyen serbe », dira un étudiant de Novi Pazar en arrivant à Belgrade.

Un mouvement sur la pente descendante qui tente la carte électorale

Depuis la rentrée, le mouvement peine à trouver un second souffle ; les blocages de facs se sont arrêtés presque partout. Absence de coordination politique ? Essoufflement du

mouvement sur le temps long ? Convergence ratée avec le mouvement syndical ? Rapport conflictuel avec une opposition politique discréditée ? Intensification de la répression par le régime ? Blocage structurel lié à la position de la Serbie dans l'économie mondiale ? Les explications aux impasses actuelles sont multiples et témoignent de la richesse des débats stratégiques qui traversent la gauche serbe.

Pour trouver un débouché politique, le mouvement étudiant, réclamant le départ de Vučić et la tenue d'élections libres et démocratiques, a choisi de présenter une liste électorale indépendante. Une liste étudiante qui a engagé un travail programmatique et organisationnel d'ampleur, en lien avec le reste de la population et de la société civile. Certains sondages les créditent de plus de 45 % des intentions de vote. Le régime l'a bien compris, refusant toute élection anticipée et jouant à plein la carte du pourrissement et de la répression. Nous nous tiendrons à leur côté dans ce combat périlleux et leur adressons toute notre solidarité.

La délégation de la 4^e Internationale en Serbie

POLLUTIONS, SANTÉ, CLIMAT...

L'URGENCE ÉCOLOGIQUE!

Dans tous les domaines, la crise écologique s'accélère avec des conséquences terribles. Focus sur trois exemples qui confirment l'urgence à agir, ce qui suppose de rompre avec les logiques capitalistes.

RADIOACTIVÉ Contamination en Indonésie: l'horreur du césium 137

Fin septembre, les autorités indonésiennes révèlent l'origine de la contamination: une fonderie de l'île de Java, à 50 km à l'ouest de Jakarta. Dans l'hypothèse la plus probable, une « source » de césium 137 aurait été fondue par erreur, et l'usine de conditionnement de crevettes, à 2,5 km au nord de l'aciérie, aurait été contaminée par voie aérienne.

Les pires accidents radiologiques hors catastrophe nucléaire

Le césium 137 est un élément radioactif artificiel dangereux autant en exposition externe qu'après inhalation ou ingestion, utilisé dans l'industrie et la médecine sous forme de « sources », objets de petite taille extrêmement radioactifs dont l'utilisation doit être strictement encadrée.

Les quelques cas de pertes de sources de césium 137 font partie des pires accidents radiologiques hors catastrophe nucléaire. En 1987, à Goiana au Brésil, une source récupérée dans un hôpital abandonné avait contaminé 250 personnes, dont 4 en étaient mortes. En 1998, à Algésiras en Espagne, la fonte accidentelle d'une source dans une aciérie avait entraîné une contamination de l'air détectée dans plusieurs pays européens, dont la

Août 2025: les douanes américaines détectent du césium 137 dans quatre ports. En cause: des crevettes provenant de l'exportateur indonésien BMS.



France. Plusieurs milliers de tonnes de déchets radioactifs avaient dû être évacuées.

Des mesures records, une situation très inquiétante

En Indonésie, les rares informations rendues publiques sont très préoccupantes. 9 travailleurEs ont été hospitaliséEs, 91 habitantEs ont été relagéEs ou sont en passe de l'être et plusieurs dizaines de véhicules contaminés ont été repérés. S'agissant des mesures, les autorités ont évoqué

une valeur record de 33 millisieverts par heure. Avec un tel débit de dose, la limite maximale annuelle est atteinte en moins de 2 minutes d'exposition. On ne sait si, parmi les 32 sites considérés comme contaminés se trouvent les usines des géants de la chaussure (Asics, Adidas, Nike, Puma) où travaillent des milliers de personnes à 4,5 km au nord de l'aciérie.

Les autorités indonésiennes contrôlent-elles la situation? Il est permis d'en douter. En sep-

tembre, les USA détectaient une contamination dans des clous de girofle, dont l'Indonésie est le premier producteur. En octobre, les autorités indonésiennes reconnaissent l'existence, dans une plantation de girofliers de l'île de Sumatra, d'un autre foyer de contamination dont l'origine reste un mystère.

Le silence actuel n'empêchera pas le scandale d'éclater

En outre, l'Indonésie a suspendu toute importation de ferrailles après la détection, dans le port de Tanjung Priok à Jakarta, de 23 conteneurs contaminés au césium 137 (dont 9 venant des Philippines).

Interrogée par la CRIIRAD¹, l'Autorité de Sécurité nucléaire et de radioprotection (ASN) a déclaré qu'« aucune importation en UE via la France en provenance de [BMS] n'a été enregistrée depuis 2020 ». Mais qu'en est-il via d'autres pays européens? Et quid des clous de girofle? Pour le moment, c'est le silence radio en Europe, mais nous n'en sommes qu'au début du scandale.

Commission écologie

1 – CRIIRAD – Commission de recherche et d'information indépendantes sur la radioactivité, www.criirad.org

CLIMAT Bombes climatiques à retardement, TotalEnergies sur le podium

À la veille de la conférence mondiale sur le climat au Brésil (COP 30), 4 ONG attirent l'attention sur les « bombes carbone », véritables bombes climatiques à retardement.

Une « bombe carbone » est un projet d'extraction de gaz, de pétrole ou de charbon qui va émettre plus d'un milliard de tonnes de CO₂ au cours de sa durée de vie. À titre de comparaison, la France a émis 404 millions de tonnes de CO₂ en 2024, soit moitié moins. Depuis 2022, il y en a 176 nouvelles dans le monde, 601 au total. À côté de ces mégaprojets, 2300 nouveaux projets d'extraction, plus petits, qui émettront chacun au moins cinq millions de tonnes de CO₂ sont recensés par ces quatre ONG (Data4Good, Éclaircies, Reclaim Finance et Leave it in the ground).

Un risque majeur

Les émissions combinées des bombes carbone et des nouveaux projets d'extraction totalisent plus de 1400 gigatonnes, 11 fois le budget carbone disponible (la quantité maximale de CO₂ que l'humanité peut émettre pour limiter le réchauffement climatique à 1,5°C). Elles dépassent très largement la « marge d'erreur » climatique qu'il nous reste avant de casser durablement la stabilité du système terrestre.

Ces programmes d'extraction nous amènent bien au-delà des limites dans lesquelles les besoins de l'humanité peuvent être satisfaits sans excéder les capacités planétaires. Aujourd'hui, sept des neuf limites planétaires ont été franchies. La poursuite de ces projets nous fait courir le risque d'un effondrement climatique irréversible.

TotalEnergies en tête du classement

Parmi les acteurs et principaux bénéficiaires de cette fuite en avant, TotalEnergies pointe en tête avec 154 projets, petits et gros, dont 30 « bombes carbone ». Le grand groupe pétrolier français, qui a réalisé près de 15 milliards d'euros de bénéfices en 2025, est soutenu par les milliards des grandes banques (BNP Paribas, Société générale, Crédit agricole, Banque populaire et Caisse d'épargne). Le gel des investissements fossiles devait pourtant être une exigence depuis 2015 pour rester dans les clous. Comble de l'hypocrisie, TotalEnergies veut nous convaincre de son tournant « environnemental ». Mais le 23 octobre 2025, le tribunal judiciaire de Paris a condamné l'entreprise

pour pratiques commerciales trompeuses, première condamnation d'un grand groupe pétrolier pour greenwashing en France.

L'extractivisme du 21^e siècle

Les bombes carbone sont le nouveau visage de l'extractivisme du 21^e siècle. Quelques exemples dans lesquels TotalEnergies est impliqué: le forage pétrolier de Tilengo en Ouganda, un gigantesque gazoduc offshore au Mozambique, le projet d'extraction de pétrole et gaz en Argentine, baptisé Vaca Muerta. Souvent situés dans des zones écologiquement sensibles (zones arctiques, régions côtières, terres indigènes, zones de biodiversité) et sur les territoires de vie des peuples autochtones, ils frappent des populations vulnérables. Les bénéfices sont captés par les multinationales, avec la complicité des gouvernements locaux dépendants de ces rentes.

Pour organiser la résistance contre ces projets climaticides, une coordination internationale des luttes anti-extractivistes se tiendra du 12 au 16 novembre à Belém (Brésil).

Dominique, pour la commission écologie

ALIMENTATION Ordonnances vertes

Panier bio et information sur les pesticides riment avec santé et égalité!

Associer, sur ordonnance, la délivrance de paniers bio et locaux, pour les femmes enceintes et les jeunes enfants, à des ateliers d'information sur les pesticides, c'est bon pour la santé, c'est bon pour l'égalité et l'agriculture paysanne!

1000 jours décisifs

La période des 1000 jours entre le début de la grossesse et l'âge de deux ans est d'une importance majeure pour la santé future et le développement cérébral. Durant cette phase, le cerveau d'un enfant triple de volume et les expositions environnementales, qu'elles soient chimiques ou autres, peuvent laisser une empreinte durable.

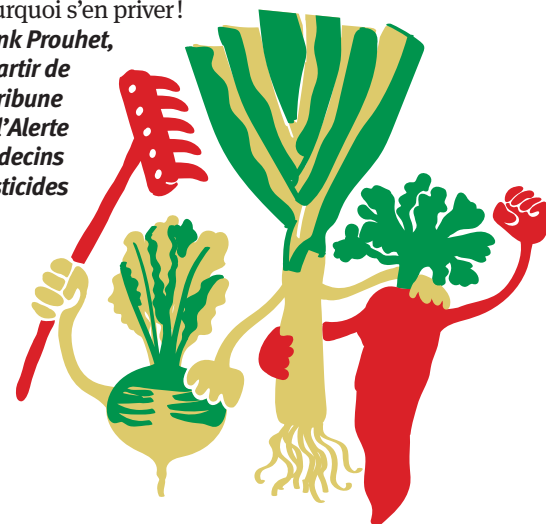
L'Inserm a établi un lien entre l'exposition à certains polluants chimiques, comme les pesticides, et les cancers, notamment pédiatriques, la prématurité ou certaines maladies neurodégénératives. Dans le même temps, les études NutriNet-Santé ont démontré que les consommateurs de produits bio présentent un risque réduit de développer ces pathologies. Les familles modestes consomment deux fois moins de fruits et légumes que les plus aisées, et se tournent souvent vers des aliments ultra-transformés, les plus mauvais pour la santé. En France la hausse de la mortalité néonatale se concentre dans les communes les plus pauvres, avec un risque 1,7 fois supérieur de mourir dans les 28 premiers jours, selon qu'on habite dans les communes les plus défavorisées ou les plus favorisées.

Des ordonnances vertes

En partant de ce constat largement reconnu par la communauté scientifique, une tribune signée par plus de 1000 professionnels de santé, et soutenue par Alerte des Médecins sur les Pesticides et les Perturbateurs Endocriniens, propose aux municipalités de mettre en place des ordonnances vertes. Elles associent un programme d'information (sur les pesticides, l'alimentation, l'alcool, le tabac, la qualité de l'air, la santé au travail, l'activité physique...) et la délivrance de paniers de produits bio et locaux, financés notamment par les communes. C'est bon pour la santé, c'est bon pour l'égalité et l'agriculture paysanne!

Ainsi à Strasbourg, les femmes enceintes ou en parcours de PMA peuvent recevoir, sur prescription médicale, des paniers hebdomadaires de fruits et légumes bio et locaux, tout en participant à des ateliers de sensibilisation à la santé environnementale animés par des professionnels (éco-conseillers, infirmières, sages-femmes, diététiciennes). Avec un coût moyen de 420 euros par grossesse, cofinancé par la Ville, l'ARS, l'Assurance Maladie et des acteurs locaux, les bienfaits de cet investissement social sont considérables: meilleure santé maternelle et infantile, soutien à l'agriculture bio et aux circuits courts, meilleure cohésion sociale, préservation de l'environnement. 90 % des participantes ont modifié durablement leurs habitudes alimentaires, et maintenu ces comportements après la naissance. La santé environnementale augmente l'espérance de vie en bonne santé et réduit les inégalités sociales de santé. Elle soutient l'agriculture biologique et locale contre l'agrobusiness. Elle favorise le pouvoir des femmes sur leur vie et la santé, les mobilisations contre l'usage des pesticides et la loi Duplomb, ainsi que le contrôle populaire sur les communes. Alors pourquoi s'en priver!

Frank Prouhet, à partir de la tribune de l'Alerte Médecins Pesticides



ANTIRACISME**Rennes : casser le collectif, disperser, invisibiliser...**

Le 23 octobre, au petit matin, l'État et la mairie de Rennes ont orchestré l'expulsion du campement de Maurepas, où vivaient plusieurs centaines de personnes exilées, dont de nombreux mineurs non accompagnés (MNA).

Sans huissier, sans décision de justice et sans information aux habitantEs : un déni absolu du droit et de la dignité. Beaucoup ont appris leur expulsion deux jours avant, grâce à des fuites. Le jour même, c'est un SMS à 6 h qui a tenu lieu de « communication officielle » pour certaines familles.

Un dispositif policier inédit

Dès 7 h 30, CRS casqués, police municipale et nationale encerclent le parc. Un arrêté préfectoral spécial autorisant la surveillance par drones n'a été publié que le matin même. Pour la première fois à Rennes, la protection civile accompagne la police dans une opération d'expulsion. Pendant que les policiers font le tour des tentes, la protection civile installe des tables dans le skatepark et commence un « tri social » des exiléEs. L'objectif est clair : casser l'organisation collective patiemment construite.

Les familles et jeunes sont disperséEs aux quatre coins de la Bretagne : Rennes, Fougères, Dinard, Tinténiac, mais aussi Lorient, Brest, Vannes, Quimperlé... 45 personnes orientées par la préfecture, 22 par la mairie, souvent pour trois nuits seulement. Sept familles peut-être relogées durablement : le reste, retour à la rue programmé. CertainEs arrivent dans des lieux isolés, sans nourriture, avec menace de facturation de 120 euros par nuit au-delà de quatre jours. 29 personnes laissées sans solution occupent d'abord le 360, puis l'université Rennes-2. Les hébergements temporaires expirent : les jeunes reviennent, rejoignant celles et ceux abandonnéEs dès le lendemain.

L'État choisit la violence sociale

Le 29 octobre, le CIAMIR (collectif d'exilés), Utopia 56 et l'IOSPE occupent l'Espace social commun Simone-Iff avec leurs exigences : application du droit, protection de l'enfance, hébergement et création d'une cellule de crise pour trouver des solutions pérennes et dignes pour toutes.

La réponse des autorités est classique : menace d'expulsion, fermeture administrative du lieu « par mesure de sécurité » pour pousser à la confrontation. Mais soutiens, salariéEs et usagerEs se mobilisent ; les camions de police ostensiblement présents autour du bâtiment une partie de la journée le lendemain repartent. La lutte tient.

À Fougères, où 15 MNA (mineurs non accompagnés) risquaient d'être remis à la rue sans solution « le soir même », une cinquantaine de personnes investissent la mairie et obtiennent un prolongement de 13 nuitées prises en charge par la mairie. À Dinard, 12 jeunes reprennent le train pour Rennes : l'État disperse, les exiléEs reviennent, soutenuEs par les réseaux solidaires.

Mises en demeure par les collectifs, interpellations publiques, lettre d'une députée LFI : rien n'y fait. Préfecture, département, ville jouent l'évitement et se renvoient la balle. À la veille de la trêve hivernale, les familles et MNA sont promis au trottoir.

Pour un front social et antiraciste

L'expulsion de Maurepas est une offensive politique contre les migrantEs et les solidarités populaires. La solidarité envers les migrantEs, les sans-papiers et les MNA doit se renforcer pour un hébergement digne et durable, la réquisition des logements vides, la fin de la stratégie de dispersion et d'isolement.

CorrespondantEs

FÉMINISME**Introduire le consentement dans la définition du viol, une victoire féministe ?**

Depuis quelques jours, beaucoup se réjouissent de l'introduction de la notion de non-consentement dans la loi concernant les violences sexuelles.

Si cette annonce constitue une bonne nouvelle pour de nombreuses femmes et pour des féministes, c'est qu'à l'heure actuelle la majorité des victimes ne sont pas reconnues comme telles par la justice. En cause : la difficulté à faire valoir l'usage de la force, de la surprise, de la menace ou de la contrainte lors des faits. Mais cette notion peine à rendre compte de la réalité des violences sexuelles.

Un constat commun : le système ne fonctionne pas pour les victimes

Avec le mouvement #MeToo, les victimes de violences sexuelles ont pris la parole et dénoncé le système patriarcal qui les autorise, les encourage et surtout ne les prend pas en charge. En a découlé une discussion centrée autour de la question du consentement. L'idée de l'introduire dans la loi fait alors son chemin, d'autant qu'elle repose sur une réalité : l'énorme majorité des femmes qui portent plainte pour agression sexuelle ou viol ne sont jamais reconnues comme victimes, la plupart des plaintes étant classées sans suite et, pour les rares où il y a procès, les auteurs bénéficient de non-lieu. Au bout de la chaîne, seuls 0,6 % des viols ou tentatives de viol auraient donné lieu à une condamnation en 2020.

Une partie des avocatEs et des juges mettent alors en avant le fait que la loi serait « mal faite ». En somme, ils expliquent qu'ils n'arrivent pas à établir les faits de viol, au motif qu'ils ne parviennent pas à démontrer l'usage de la force, la surprise, la menace ou



la contrainte. Il s'agirait alors de changer la loi pour prendre en compte notamment les situations d'emprise, la soumission chimique, l'abus de vulnérabilité...

Le consentement, une recette miracle sans moyens supplémentaires ?

Mais sur ces points, force est de constater que la notion de consentement n'est pas le meilleur guide pour appréhender les faits. La notion de consentement se centre sur les victimes — un angle dangereux, dans les situations d'emprise, de coercition, de vulnérabilité. Vanessa Springora, autrice du *Consentement*, dans lequel elle retrace les violences que Gabriel Matzneff lui a fait subir, décrit elle-même assez bien cette difficulté : « J'ai mis beaucoup de temps à me considérer comme une victime car justement j'avais été consentante. Mais j'étais tout de même en dessous de la majorité sexuelle. J'aurais donc pu aller en justice, sauf qu'à chaque fois je me disais : "J'étais consentante". »

Un des risques serait donc de déplacer la charge de la preuve sur la victime et non pas sur l'agresseur. De plus, certaines organisations féministes estiment que redéfinir le crime de viol comme un « acte sexuel non consenti » tend à le replacer dans le champ de la sexualité, alors que c'est un acte de violence et de domination.

Par ailleurs, la notion de consentement n'est pas la seule qui pose problème dans la prise en charge des violences sexuelles. Dans l'affaire des nourrissons agressés sexuellement à Montreuil, 19 familles se sont vues refuser le droit de se porter partie civile et n'ont, pour la plupart, même pas été interrogées par la police. Dans l'affaire de Mazan, plusieurs dizaines d'hommes n'ont pas été identifiés et n'ont donc pas été poursuivis... Il y a bien plus que la question du consentement et donc de la définition juridique des violences sexuelles : dans ces deux affaires, il n'est même plus question de remettre en cause le consentement des victimes. Il s'agit alors d'une difficulté à mener une enquête jusqu'au bout, à chercher tous les éléments de preuve, à prendre en compte la parole des victimes et de leurs familles.

Combattre la culture du viol

La culture du viol, présente dans toute la société et y compris chez les acteurs judiciaires, pèse lourdement sur les victimes, de même que le manque de moyens pour les accompagner et mener les procédures.

L'avenir nous montrera, de façon très retardée, les effets de cette loi (seuls les faits se produisant après octobre 2025 seront concernés). Mais il y a fort à parier que cette loi aura ses limites, d'abord sur le nombre de faits commis. Or notre objectif prioritaire sera toujours qu'il y ait moins de violences commises.

La commission d'intervention féministe

SYNDICALISME**Entretien avec Marc Piétrosino, nouveau secrétaire de la CGT 13**

Marc Piétrosino a été élu, lors du dernier congrès, secrétaire général de l'UD 13. Salarié à la Fnac-La Valentine à Marseille, militant CGT depuis une vingtaine d'années, délégué central Fnac, référent pour le commerce à l'UD CGT 13, il était depuis 2013 secrétaire général de l'UL de la Vallée de l'Huveaune (11^e-12^e arr.).

Le dernier congrès de l'UD CGT 13 a connu d'importants débats, mais l'analyse de la situation et les réponses de la CGT étaient largement partagées par les congressistes. Quelles priorités se fixe la nouvelle direction ?

La priorité sera d'aller vers les bases de la CGT du département pour faire le point sur les besoins exprimés par les militantes et les militants, pour construire, impulser et coordonner l'action de la CGT dans une période marquée par des attaques violentes du capital et du pouvoir.

Quelles sont, selon toi, les pistes pour faire prendre conscience à ce secteur du monde du travail de son appartenance de classe et donc de la nécessité de l'organisation, de la lutte collective et donc du syndicalisme ?

Encore une fois, c'est d'abord d'aller sur le terrain pour parler, débattre avec les salariéEs. Ce n'est pas facile. C'est un secteur éclaté et très diffus (personnel et horaires). Mais nous devons être sûrEs de nos valeurs, rester intransigeantEs sur nos fondamentaux, mais aussi améliorer notre communication pour nous adresser à des gens



DR

abreuvés d'idées d'extrême droite complaisamment diffusées par une certaine presse et les réseaux « sociaux ». Donc y aller avec nos idées et en étant peut-être plus inventifs.

Dans la situation politique instable et dangereuse que l'on connaît, quelle sera l'attitude de la CGT 13 pour faire face à toute issue politique, de la pire à la moins mauvaise ? Quelle place pour les mobilisations ?

Historiquement, c'est quand même le mouvement ouvrier qui, par la grève et la mobilisation, a arraché les conquêtes du Front populaire en 1936. Sans ça, même quand on pense avoir des « liens » avec le pouvoir, il ne faut pas oublier notre cahier revendicatif à faire valoir, quel que soit le gouvernement, et sans indulgence. L'expérience a

prouvé que, quand on tergiverse comme en 1981, sans mobilisation, on n'aboutit à rien.

La direction précédente avait renforcé, sinon initié, une politique d'ouverture aux forces « progressistes » : syndicales (FSU, Solidaires), politiques (LFI, PC, NPA, ANC) ou associatives (Attac, Mouvement de la paix...). Est-ce que la direction que tu représentes entend continuer cette démarche, voire la renforcer ?

Les relations entre politique, syndicats et associations sont nécessaires mais aussi complexes. Ce sera une bonne chose de continuer cette démarche, mais en restant à notre place d'organisation syndicale. Oui au travail en commun, mais chacun à sa place. C'est plus que nécessaire pour la CGT 13.

Comment concilier le fait de n'avoir pas considéré le PS comme une « organisation progressiste », ce qu'on peut comprendre, avec le soutien au NFP (Nouveau Front populaire) ?

Le NFP répondait à une urgence politique. Macron a dissous en pensant peut-être : « mieux vaut l'extrême droite que la gauche ».

Dans ce contexte, le NFP a suscité un espoir et le monde du travail l'a placé en tête. Preuve que, quand on s'unit sur un programme de gauche, on peut retrouver bien des électeurs qu'on avait perdus. Alors oui, de vieux réflexes reviennent et, à la CGT, on sent bien que certaines forces sont pour le moins « frileuses ». Mais travailler avec certaines forces, c'est un peu différent du soutien au NFP.

Il n'est un secret pour personne que le dernier congrès de l'UD a été houleux, voire difficile, et que tu n'étais pas, a priori, candidat au poste de secrétaire général. Comment vois-tu l'indispensable unité de la CGT 13 dans les luttes qui s'annoncent ?

Les débats ont été vifs, mais les organes se sont positionnées massivement pour une nouvelle équipe (pas celle attendue) et ont manifesté une volonté de rupture avec d'autres méthodes. Mais ce qui domine, c'est la volonté de travailler avec toutes les organes CGT du département, leurs militantes et militants. Il n'y a pas d'ennemis entre nous. L'ennemi est en face !

Propos recueillis par Jean-Marie Battini

Vie du NPA l'Anticapitaliste

SOUSCRIPTION 2025

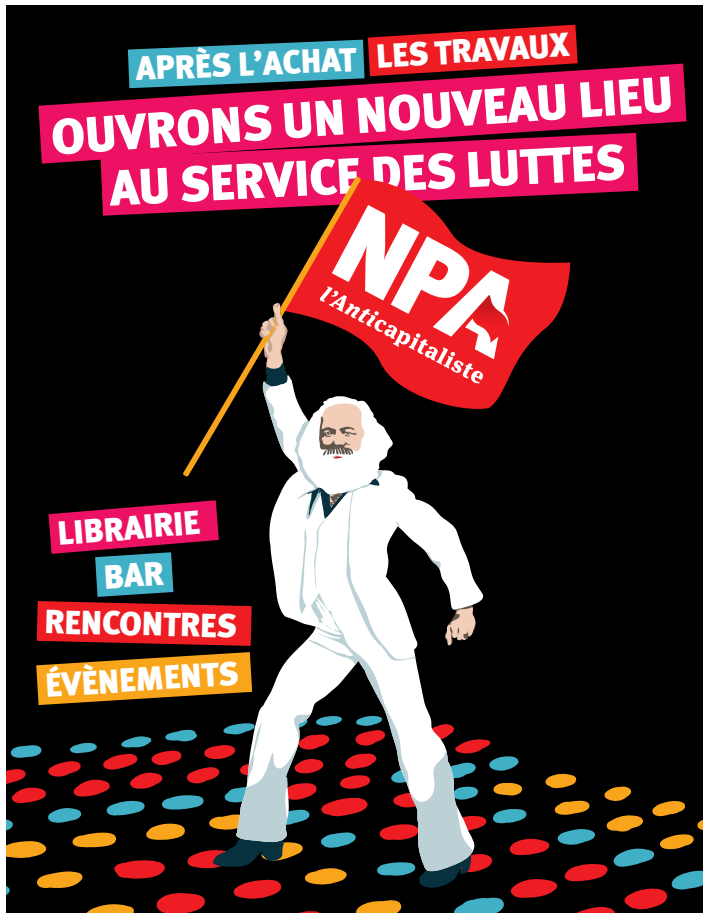
La librairie du futur

Le NPA-l'Anticapitaliste lance une campagne de dons pour se doter d'un local abritant ses activités politiques (inter)nationales et franciliennes, la rédaction de sa presse papier et numérique, son imprimerie... et sa librairie.

Alors si vous souhaitez nous aider à continuer la politique qui a été et est celle de notre courant politique, de la LCR au NPA, faites-nous un don : <https://don.npa-lanticapitaliste.org/>

Déménager n'est jamais simple pour un commerce, tant il est vrai qu'une clientèle se construit sur le long terme et parfois dans les limites d'un espace très spécifique. Pour autant, quitter Paris pour rejoindre toutes les activités du NPA à Montreuil est une réelle opportunité.

D'abord, et fort heureusement, il y a des gauchistes à Montreuil (et partout dans le monde grâce à notre site internet). Par ailleurs, et pour autant que notre ascendance trotskiste ne les rebute pas, les militantEs se rendant au siège de la CGT pourront venir acheter des livres en moins de cinq minutes. Ensuite, notre nouvelle implantation sera bien meilleure. À l'extérieur, nous serons bien visibles, avec une véritable vitrine et dans un espace quasi piéton. À l'intérieur, outre un sol,



vingtaine, au point que certains rayons cruciaux, en fonction de l'actualité, seront intégralement « sur table ». L'espace permettra enfin de circuler entre les tables, comme c'était le cas rue de Tunis et, encore avant, impasse Guéménée. Les (très) ancienNEs s'en souviennent ! Concernant les coulisses, l'espace de stockage sera doublé, ce qui vous évitera de vous prendre les pieds dans les cartons au sol. Enfin, une grande nouveauté pratique et politique : nous disposerons d'une salle attenante modulable de 100 places, aux normes d'accueil du public, avec un petit bar s'il vous plaît, destinée aux présentations d'auteurEs. Un véritable outil d'ouverture sur l'extérieur.

Finie, la librairie rue Taine, poussiéreuse et tarabiscotée. Une petite larme quand même pour les services rendus, 25 ans déjà ! Vive La Brèche, la librairie militante anticapitaliste au service des luttes, sise au 2 rue Richard-Lenoir à Montreuil. Dès novembre 2026, grâce à vous.



Librairie La Brèche, vers 1980 lorsqu'elle était installée impasse Guéménée. © COLLECTION RADAR

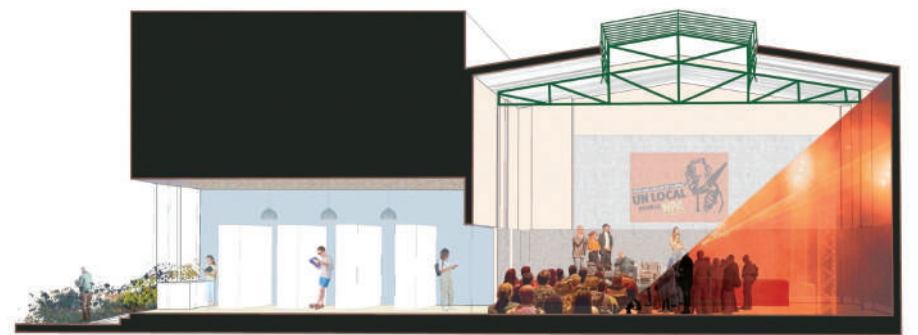


Librairie La Brèche, rue Taine, 2025. © PHOTO THÈQUE ROUGE / MARTIN NODA / HANS LUCAS



DON.NPA-LANTICAPITALISTE.ORG

des murs et un éclairage tout neufs, la surface de vente sera optimisée pour l'agencement de nos rayons. Un rectangle de 80 m² permettra de démultiplier les surfaces d'exposition de livres. Tous les murs seront habillés de nos rayonnages habituels, mais les tables d'exposition passeront d'une dizaine à une



Aperçu du local, avec la librairie, une fois les travaux terminés. © KAIRN ARCHITECTURE

★ la-breche.com

LES NÔTRES

Claire Le Strat

Claire Le Strat est décédée le 29 octobre 2025 à l'âge de 54 ans. Les mots sont inutiles ici et ne sont pas à la hauteur. Celles et ceux qui l'ont connue savent qu'elle était lumineuse.

Après Les Verts, où elle anima le courant Écologie sociale de 1992 à 1995, elle rejoignit la LCR (Ligue communiste révolutionnaire) et son comité central, ainsi que la commission nationale Écologie, jusqu'en 2006. Ce fut elle qui proposa, lors du dîner collectif actant la fin de *Politique, la revue*, de monter une anti-Fondation Saint-Simon. Ce fut là l'acte de naissance de la Fondation Copernic, dont elle fut cofondatrice puis déléguée générale. Trésorière de l'association Critiques sociales, sociologue et traductrice, on lui doit notamment *La canonisation libérale de Tocqueville* et la traduction de la somme de Stephen Mennell, *Le processus de civilisation américain*. Elle a également, entre autres, publié dans *Actes de la recherche en sciences sociales*. Les mots ne disent rien du manque, il vaut donc mieux n'en pas dire davantage.

Willy Pelletier

Culture

ROMAN GRAPHIQUE

Le Joint Français. 1972, une usine en grève, de Gwénaëlle Régereau

Éditions Des ronds dans l'O, 2025, 160 pages, 25,00 €

Le très récent cinquantième anniversaire de la lutte exemplaire des travailleurEs du Joint Français, à Saint-Brieuc, avait été l'occasion de célébrer et d'évoquer les tenants et aboutissants de cette lutte emblématique. Ces travaux étaient alors le fait de spécialistes, d'universitaires et même d'ancienNEs militantEs ayant connu la grève ou y ayant participé.

Ici, l'autrice assume de ne pas en avoir entendu parler, alors qu'elle est d'ici (de Saint-Brieuc) ! Elle représente donc, en quelque sorte, la masse des gens qui, aujourd'hui, ne savent pas ce qui s'est passé en 1972 aux portes de l'usine, rebaptisée depuis « Hutchinson ». Cela la met en position de candide, dénuée de parti pris, n'hésitant pas à poser les questions élémentaires pour être capable de raconter cette histoire à celles et ceux qui, comme elle, ne la connaissent tout simplement pas.

De ce point de vue, l'ouvrage est une réussite. Via une conversation de Gwénaëlle avec son père, ex-cadre important de la CFDT Bretagne, le livre prend la forme d'une narration indirecte, qui permet de balayer l'ensemble de cette aventure. Le récit restitue



fidèlement le contexte de l'implantation de l'usine à Saint-Brieuc, en 1962, attirée par de multiples avantages consentis par les pouvoirs publics (nous dirions des cadeaux au patronat !). Il montre également la naissance d'une nouvelle classe ouvrière

féminine non qualifiée, sans traditions, mais non sans combativité. La grève y est située dans une période très agitée, toute proche de 1968 et de ses effets politiques. Enfin, ne sont retenus, sans altérer le récit, que les éléments les plus importants de l'histoire de la lutte et du soutien populaire qui en a permis la victoire.

Il en ressort un récit assez juste de cet épisode de la lutte des classes, très fidèle à l'histoire que nous avons vécue. Certes, l'ensemble est un peu lisse et ne prend pas vraiment en compte toutes les données politiques les plus fortes du moment — place de l'extrême gauche, rupture avec la mainmise du PCF sur la classe ouvrière organisée, irruption de la jeunesse scolarisée en soutien à la grève, aux côtés d'une CFDT encore très radicale — même si la place du conflit dans l'essor d'une gauche régionaliste écolo qui « fera » Plogoff est bien mise en perspective. Petite gourmandise pour nos camarades, le cahier d'archives photos à la fin de l'ouvrage comprend plusieurs clichés qui restituent à la LC (Ligue communiste) la place que ne lui donne pas le texte de l'ouvrage.

Vincent Gibelin

ENTRETIEN Le «moment eurocommuniste» ou la déstalinisation ratée du PCF

Laurent Lévy, membre de la rédaction de *Contretemps* (web), revient dans «Histoire d'un échec» sur «la stratégie «eurocommuniste» du PCF». S'appuyant sur les archives internes du PCF, il nous livre une étude solide sur un pan d'histoire de la gauche hexagonale. En 1967 le PCF compte 250 000 adhérents. Il en a 560 000 en 1978. Quant à la CGT, elle lance alors sa «bataille pour les trois millions de syndiqués». L'Union de la gauche semble aux portes du pouvoir. C'est tout un monde qui vit pleinement ce moment politique. Replonger dans ces débats stratégiques aujourd'hui, c'est stimuler utilement notre réflexion. Aperçu avec cet entretien accordé par l'auteur à *L'Anticapitaliste*.

Avec la sortie du film «Berlinguer, la grande ambition», on entend reparler d'eurocommunisme. Peux-tu nous rappeler ce que fut le «moment eurocommuniste» ?

Dans les années 1970, un certain nombre de partis communistes du monde capitaliste se sont mis à évoluer de façon convergente autour de l'idée d'une «voie démocratique» vers un socialisme lui-même démocratique. Il ne s'agissait pas d'un projet concerté mais de réponses voisines à la crise du mouvement communiste international — contribuant à son aggravation. Les plus importants de ces partis étaient ceux d'Italie, de France, d'Espagne et du Japon ainsi que le parti communiste grec «de l'intérieur», mais on peut citer aussi ceux du Mexique, de la République dominicaine et, en Europe, de Belgique, de Grande-Bretagne, de Suisse, de Suède...

Le mot «eurocommunisme» lui-même est une construction journalistique italienne de 1975, et n'a été adopté que progressivement à partir de 1976-1977, par certains seulement de ces partis. Mais il correspondait à une réalité, dont l'un des aspects était une prise de distance critique par rapport aux réalités des pays de l'Est. Les partis eurocommunistes avaient tous dénoncé l'intervention soviétique en Tchécoslovaquie en août 1968, et prenaient tous la défense des dissidents persécutés. Ils refusaient en outre l'idée d'une subordination à un «centre» du communisme mondial. De 1974 à 1980, Georges Marchais refusait même de se rendre en Union soviétique.

L'un des aspects [de l'«eurocommunisme»] était une prise de distance critique par rapport aux réalités des pays de l'Est

Les partis que l'on peut qualifier ainsi ont multiplié dans cette période les rencontres bilatérales actant leurs convergences et dressant les contours généraux d'une «voie démocratique au socialisme» adaptée aux conditions de chaque pays. Une spectaculaire rencontre trilatérale a même eu lieu début 1977 à Madrid entre Georges Marchais, Enrico Berlinguer et Santiago Carrillo, secrétaires généraux respectifs du PCF, du PCI et du PCE — encore illégal. On a parlé à cette époque d'un «sommet de l'eurocommunisme», vécu



Laurent Lévy, *Histoire d'un échec*, éditions Arcane 17, 300 pages, 19 euros.

par les soviétiques comme un affront.

Cet eurocommunisme faisait beaucoup de sceptiques parmi les adversaires de ces partis. Du côté réactionnaire, on y voyait une simple manœuvre, une manière de poser un vernis démocratique sur une politique fondamentalement soumise aux projets soviétiques. Du côté soviétique, au contraire, on y voyait une forme de révisionnisme réformiste et on le dénonçait comme tel. Bien des critiques d'extrême gauche combinaient ces deux griefs.

Un des moments clés de cette histoire pour le PCF, c'est son 22^e congrès de 1976 et l'abandon de la «dictature du prolétariat». Qu'y a-t-il au-delà de la déchéance de cette formule ?

Le 22^e congrès est en effet le point culminant de cette élaboration stratégique. S'il est connu pour le fameux «abandon», non du concept mais de l'emploi de l'expression «dictature du prolétariat», tel n'était pas son objet. Il n'en est pas moins vrai qu'il y avait là un enjeu. Depuis une grosse dizaine d'années, le PCF avait entamé son aggiornamento démocratique, et la simple présence du mot «dictature» dans la définition de ses objectifs statutaires était un handicap pour que cette revendication démocratique soit prise au sérieux. Le boulet soviétique pesait à ses pieds.

En 1973, Georges Marchais avait déjà voulu faire sauter le «butoir» que constituait dans l'opinion publique — et donc dans l'électorat — l'image d'un PCF peu attaché à la démocratie et ayant du socialisme une vision très étatiste, centralisée et autoritaire, en publiant un livre, *Le Défi démocratique*, dans lequel le socialisme était décrit comme «la démocratie poussée

Mais la critique des réalités des «pays socialistes» y minimisait le caractère structurel des atteintes aux libertés publiques

jusqu'au bout». Mais la critique des réalités des «pays socialistes» y minimisait le caractère structurel des atteintes aux libertés publiques. Les véritables critiques étaient implicites, à travers les propositions d'un «socialisme aux couleurs de la France», héritier des traditions démocratiques françaises, qui n'étaient pas celles de la Russie. Deux ans plus tard, le PCF avait adopté une importante «Déclaration des libertés» qu'il proposait d'introduire dans l'ordre constitutionnel, et avait peu après pour la première fois condamné explicitement le stalinisme.

Ce n'est donc pas sans raison que «l'abandon de la dictature du prolétariat» sera parfois considérée comme une manière détournée de s'écarter de la tradition soviétique du communisme : c'est en particulier ainsi que le comprendront les soviétiques eux-mêmes. La scénographie du congrès sera pensée pour que la délégation soviétique ne soit pas particulièrement applaudie, contrairement à la tradition, et des critiques explicites seront faites à la tribune, tant dans le rapport que dans la longue intervention d'un membre du Comité central.

L'affirmation démocratique spectaculaire du 22^e congrès aura pour effet de conforter l'idée de la réalité de l'aggiornamento du PCF, et fera de ce congrès un événement marquant de la vie politique française dans la période.

La décennie dont traite ton livre est celle qui suit Mai 68, où la question de l'autogestion traversait toute la gauche, syndicale comme politique. Est-ce que la «démocratie avancée» promue par le PCF n'est pas une forme de réponse à ça ?

Sans développer dans son ensemble la question des rapports du PCF avec la question de l'autogestion sur cette période, notons qu'il n'est pas anodin que précisément à partir de 1977 — à la suite de la rupture de l'union de la gauche qui va aboutir à l'échec stratégique dont mon livre traite — il introduit l'autogestion dans sa réflexion politique : cela va de pair avec un pas de côté par rapport à certaines dérives électoralistes qui avaient marqué sa politique depuis 1972.

Il y avait toutes sortes de raisons aux réticences du PCF à l'égard de cette notion, notamment le

sentiment que, en système capitaliste, l'autogestion confinait à la cogestion, donc à la collaboration de classes, et que, en système socialiste, elle serait un obstacle à l'édification d'une économie planifiée. On peut ajouter que l'autogestion était au cœur de la conception yougoslave du socialisme et que pour des raisons historiques diverses, les relations des communistes français et yougoslaves avaient longtemps été conflictuelles. En outre, il s'agissait d'un mot d'ordre porté par des courants (CFDT, PSU...) qui entendaient contester son hégémonie sur la gauche se réclamant d'une révolution socialiste. Depuis le milieu des années 1960, la lutte contre le «gauchisme» était pour lui centrale, et son interprétation des événements de mai-juin 1968 le confortait en ce sens. Il ne voulait pas recevoir de «leçons» de sa gauche. Enfin, le PCF était traditionnellement méfiant, voire hostile, aux luttes qu'il n'animait pas lui-même, directement ou indirectement. Pour autant, il mettait un accent permanent sur le nécessaire développement des luttes sociales — lesquelles augmentent effectivement sur toute la période. Il se définissait lui-même comme «parti de lutte et de gouvernement». Il militait par ailleurs pour une gestion démocratique des entreprises, et le Programme commun comportait à sa demande d'importantes propositions en ce sens, en particulier dans les entreprises à nationaliser.

Un obstacle à ces réflexions nouvelles sur l'autogestion va tenir pour partie au fonctionnement du PCF marqué par une élaboration «par en haut» de sa propre politique, qu'on peut interpréter comme un manque de confiance de la direction dans la base du parti (et dans les masses elles-mêmes), et par une certaine inertie de son encadrement dans ses réflexes traditionnels : la crainte d'être «débordé» par la base, de perdre le contrôle des luttes.

Le rythme de la vie politique n'a pas pu être suivi par les réflexions alors entreprises : conscient de son «retard» dans la déstalinisation, le PCF n'a pas su le rattraper.

Propos recueillis par Théo Roumier

Rencontres de La Brèche

L'auteur présentera son livre à la librairie La Brèche, 27 rue Taine, Paris 12^e, **le mercredi 12 novembre à 19h.**

Suis-nous

linktr.ee/lanticapitaliste

lanticapitaliste.org
NPALanticapitaliste
L_anticapitaliste
Lanticapitaliste1
anticapitaliste.presse
lanticapitaliste



Retrouve-nous

Sur notre chaîne YouTube *L'Anticapitaliste*, le média du NPA : vidéos, émissions, reportages, entretiens sur l'actualité des luttes avec celles et ceux qui les font !

Découvre notre presse

Profite de notre promotion d'essai :

12 € = 3 mois d'hebdo

ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

Et chaque mois, l'Anticapitaliste la revue

Le n°168-169 est disponible

Pour te le procurer, tu peux envoyer un chèque de 4,50 euros à l'ordre de NSPAC à :

l'Anticapitaliste,
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil cedex.



Abonne-toi



Soutiens la presse anticapitaliste et reçois l'Anticapitaliste chez toi le vendredi !

Découvre toutes nos offres d'abonnement sur notre site (6 mois, 1 an ou à durée libre).

Contacte-nous

Pour faire remarques et observations, envoyer des photos ou des articles, écris-nous à : redaction@npa2009.org



L'image de la semaine



Dis-nous

Un problème avec ton abonnement ? Il arrive trop tard dans ta boîte ? Fais-le nous savoir à : diffusion.presse@npa2009.org